

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE FOURNITURES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

OBJET DU MARCHE :

GARDIENNAGE SURVEILLANCE ET SECURITE INCENDIE DES SITES DE L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA

MARCHE N°2026-18-UPVD-S

La procédure de mise en concurrence et l'exécution du ou des marchés publics à attribuer sont soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP)

Le contrat est soumis au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Technologies de l'Information et de la Communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des services de gardiennage visant à assurer la protection des biens et des personnes, ainsi que la prévention et la détection des risques d'incendie, d'intrusion, d'inondation ou de malveillance, ciblées sur les antennes délocalisées de l'Université de Perpignan Via Domitia (UPVD) situées à Narbonne et Carcassonne.

Le marché s'exécute sur les deux sites de Narbonne situés :

- Avenue Pierre de Coubertin - BP 818 - 11108 Narbonne,
- Parc d'activités de la Coupe - 62 Rue Nicolas Leblanc - 11100 Narbonne,

Et sur le site de Carcassonne situé :

- Antenne de l'Institut Universitaire de Technologie de Perpignan (IUT) – 34 rue Littré – 11000 Carcassonne

dont les plans sont joints en annexe du CCTP.

Le détail des prestations faisant l'objet du présent marché et leurs spécifications techniques est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les annexes au CCTP.

Le personnel exécutant la prestation doit appartenir exclusivement à l'entreprise. Le recours à une entreprise sous-traitante autre qu'une entreprise disposant de l'agrément requis par l'article L612-6 du Code de la sécurité intérieure et de l'autorisation d'exercice d'activité requise par l'article L612-9 du Code de la sécurité intérieure est interdit.

Les agents de surveillance effectuent des rondes pour prévenir et détecter les différents risques. Ils devront respecter les instructions données pour la sûreté des bâtiments, notamment fermer à clef les portes et les grilles donnant sur l'extérieur, vérifier si le dispositif de sécurité et les moyens de secours ne présentent pas d'anomalie.

1.2 Décomposition du contrat

La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. De ce fait, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 Type d'accord-cadre

Le présent marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles R2124-2 et des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.4 Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;

- Les délais de livraison
- Les lieux de livraison des prestations le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 Acceptation du bon de commande par le titulaire

Cet article déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.

L'absence d'observations émises par le titulaire dans les 8 jours suivant la réception de la notification du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

ARTICLE 2 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

2.1 Durée globale du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de **48 mois** à compter de la notification du contrat.

2.2 Reconduction

Le contrat est reconductible 3 fois dans les conditions suivantes :

Période	Durée
Période initiale – montant maximum - 62 500 € HT	12 mois
Reconduction – montant maximum – 62 500 € HT	12 mois
Reconduction – montant maximum – 62 500 € HT	12 mois
Reconduction – montant maximum – 62 500 € HT	12 mois

2.3 Modalités de reconduction

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

2.4 Marchés ultérieurs sans publicité ni mise en concurrence

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

ARTICLE 3 : CLAUSES DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants. Conformément à l'article R2164-1 du code de la commande publique et en cas d'accord avec les parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications.

3.1 Cas de la cession de contrat

Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.

3.2 Cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat

En cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

3.3 Evolution technologique ou des barèmes constructeurs

En cas d'évolution technique ayant un impact majeur sur les prestations, le marché pourra être modifié. L'acheteur prévoit la possibilité pour les parties de réexaminer, durant l'exécution du marché, certaines spécifications et/ou caractéristiques techniques des prestations. Ainsi, au minimum un mois avant la date d'anniversaire du marché, l'acheteur organisera une rencontre avec le titulaire pour discuter de la mise à jour des prestations objet du marché. Il pourra ainsi s'agir de :

- L'actualisation de nouveaux forfaits ou prix unitaires en fonction de l'évolution du barème constructeur (catalogue)
- L'actualisation de nouvelles technologies

ARTICLE 4 : IDENTIFICATION DU SERVICE ACHETEUR GESTIONNAIRE DU CONTRAT

4.1 Service gestionnaire du marché

Le marché est géré par l'Université de Perpignan Via Domitia, pour l'ensemble de ses services.

4.2 Correspondants administratifs en charge de la comptabilité du marché

L'ordonnateur du marché est Monsieur le Président de l'Université de Perpignan Via Domitia .

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur l'agent comptable de l'Université de Perpignan.

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 5 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 Forme des notifications et informations

Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Sauf dispositions spécifiques dans le présent document, les notifications et transmissions d'informations entre le titulaire et l'acheteur qui font courir un délai nécessitant la détermination d'une date et éventuellement d'une heure certaine sont effectuées par le biais du profil d'acheteur indiqué dans le règlement de la consultation (ou notifié au titulaire par l'acheteur en cas de modification de ce

profil pendant l'exécution du contrat) ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale des parties mentionnée dans l'acte d'engagement ou à leur siège social.

5.2 Représentation de l'acheteur

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.3 du CCAG/FCS.

5.3 Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

5.3.1 Identification des représentants du titulaire

Les représentants du titulaire sont désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement.

5.3.2 Obligation du titulaire d'informer le représentant de l'acheteur de tout changement de sa situation juridique et administrative

Cet article complète l'article 3.4.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur tout changement affectant sa situation juridique et administrative, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera à l'acheteur tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...). Selon le type de de changement affectant le titulaire, la modification sera prise en compte dans le contrat par voie de modification de marché (au sens des articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique) ou de certificat administratif.

5.4 Sous-traitance

Ne peuvent être sous-traités que les prestations de services.

5.4.1 Demande d'acceptation d'un sous-traitant

Cet article complète l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son marché dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement doit être accompagnée des documents suivants :

- un acte spécial,
- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics tel que prévu à l'article R2193-3 du code de la commande publique,
- les justificatifs des capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

5.4.2 Notification de l'acte spécial par l'acheteur

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.2 du CCAG/FCS.

5.4.3 Communication du contrat de sous-traitance

Cet article complète l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire doit répondre, dans le délai fixé à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, à toute demande de communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuelles modifications de contrat, émise par l'acheteur.

5.4.4 Lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par la personne publique, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte, le titulaire s'assure, pendant la durée du marché, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur. Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'acheteur et de toute autorité compétente. L'acheteur peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par la personne publique, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures. Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe l'Inspection du travail.

En cas de difficultés nées de l'application des dispositions ci-dessus, le maître de l'ouvrage attire l'attention du titulaire sur l'appréciation défavorable qu'il est susceptible de porter sur les garanties professionnelles de l'entreprise à l'occasion de consultations ultérieures.

5.5 Ordres de service

Cet article complète l'article 3.8 du CCAG/FCS.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle du marché se concrétisent, par des ordres de service signés, datés et numérotés. Chaque ordre de service est notifié au titulaire par mail qui devra retourner un accusé de réception.

L'absence d'observations émises par le titulaire dans le délai indiqué à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS vaut acceptation sans réserve des conditions mentionnées dans l'ordre de service.

ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

6.1 Ordre de priorité : documents contractuels (généraux et particuliers)

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe :

AE_BPU_DQE

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières

Annexe 1 : CCTP-Annexe_CADRE MEMOIRE TECHNIQUE

- Le Règlement de Consultation
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord-cadre et les bons de commande en découlant.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE - RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

7.1 Obligation de confidentialité

Cet article complète l'article 5.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire et l'acheteur doivent respecter l'obligation de confidentialité qui leur est imposée par les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS et prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette obligation.

L'acheteur et le titulaire signalent les documents, informations, et éléments contractuels ou non communiqués à l'occasion du marché et soumis à l'obligation de confidentialité. Le signalement se fait par l'apposition de la mention « DOCUMENT CONFIDENTIEL AU SENS DE L'ARTICLE 5 DU CCAG DES MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES » sur le ou les documents ou éléments concernés.

7.2 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 5.2 du CCAG/FCS.

7.2.1- Description et finalités du traitement

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du marché.

7.2.2 - Les obligations du titulaire du marché vis-à-vis de l'acheteur

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations listées dans le marché,

- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées ou enregistrées dans le cadre de l'exécution du marché et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et à le mettre à sa disposition en cas de besoin,
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut,
- Obligation de conseil et d'assistance à l'acheteur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées, conformément aux modalités définies à l'article 5.2.5 ci-après,
- Mettre à disposition toute la documentation justifiant du respect de ses obligations,
- Alerter sans délai l'Université de Perpignan en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée de données personnelles collectées dans le cadre du marché. Cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile afin de lui permettre, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle.
- Obligation d'informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation.

7.2.3- Le sort des données personnelles en fin de marché

À l'issue de la période d'exécution du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel

7.2.4 - En cas de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques.

Pour cela, il doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'Université de Perpignan pour recourir à un sous-traitant via le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4).

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du traitement (rubrique F du formulaire).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'université de Perpignan de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

7.2.5 - Exercice des droits des personnes concernées par le traitement

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée), s'agissant des données faisant l'objet de traitement dans le cadre du présent marché.

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données selon le format convenu avec l'acheteur.

7.2.6 – Remise de documents conformément à l'exécution de traitement de données

A la demande de l'acheteur, le titulaire du marché devra transmettre un tableau retraçant l'ensemble des demandes d'accès au droit des personnes concernées par le traitement en précisant le nombre et la nature de ces demandes.

En cas de demande de l'acheteur, il s'engage également à transmettre le registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Université de Perpignan. Ce registre devra comprendre a minima les informations suivantes :

- le nom et coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles...

7.3 Mesures de sécurité

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 5.3 du CCAG/FCS.

7.4 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

7.4.1- Obligations générales

Conformément à la législation, le prestataire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le concessionnaire veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

7.4.2- Obligation d'information des usagers du service public

Le prestataire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

7.4.3- Modalités de contrôle du respect des obligations

L'acheteur pourra effectuer tout contrôle pour s'assurer de la mise en œuvre des obligations fixées au présent article. Il pourra à cette fin effectuer des contrôles sur place, au lieu d'exécution du service public, ou sur pièces.

Le prestataire communique à l'acheteur chaque contrat conclu avec un tiers qui aurait pour effet de le faire participer à l'exécution du service public, dès la signature de ce contrat.

Le prestataire informe l'acheteur dans un délai maximum de 48H des manquements qu'il a lui-même constaté ou dont il a eu connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre pour y remédier.

7.4.4- Pénalités

7.4.4.1- Dispositions générales

7.4.4.2 - Pénalité pour non-respect des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

En cas de non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité précisés à l'article 7.4 après le 1er manquement constaté et ayant fait l'objet d'une mise en demeure, l'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 20 euros par manquement constaté et par jour en cas de manquement répété.

ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1 Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG/FCS. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

8.2 Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur sans demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse mail suivante : marchespublics@univ-perp.fr

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 du code de la commande publique, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 52 du CCAG/FCS s'appliquent.

8.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache

des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail) , s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

8.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,

s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

ARTICLE 9 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Cet article complète l'article 7.1 et déroge à l'article 7.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage dans les conditions fixées à l'article 7.1 du CCAG/FCS. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ses obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification de l'ordre de service correspondant, sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

10.1 ÉTENDUE DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Cet article complète l'article 9 du CCAG/FCS.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants éventuels sont informés qu'ils peuvent s'assurer contre les risques liés à l'exécution des prestations et notamment le remboursement des frais de serrurerie : coût de remplacement des barilletts ou systèmes électroniques, des clés et des badges, y compris le coût de la main d'œuvre associée engagés à la suite de la perte ou du vol des clés ou badges qui sont confiées par l'université de Perpignan.

Ils doivent maintenir les assurances demandées. A défaut leur responsabilité sera engagée.

Les attestations d'assurance doivent comporter les mentions suivantes :

- Les coordonnées du titulaire.
- La nature et les montants des dommages garantis.
- La période de validité.

10.2 Délai de remise des attestations d'assurance au représentant de l'acheteur

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 9.2 du CCAG/FCS.

10.2.1 Remise des attestations avant notification du marché

Les attestations (y compris celles des cotraitants éventuels) devront être communiquées 6 jours après la notification du marché.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : PRIX

11.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées. Les prix du **BPU** comprennent l'ensemble des charges nécessaires à la bonne exécution des prestations, y compris :

- Les frais de personnel
- Les charges sociales
- Les équipements

- Les faris de gestion
- Les sujétions particulières

Aucune rémunération supplémentaire ne pourra être demandée au titre d'un renforcement du dispositif rendu nécessaire par une mauvaise évaluation initiale du titulaire.

Le **DQE** n'a qu'une valeur estimative et sert uniquement à l'analyse des offres. Le titulaire ne peut se prévaloir d'un quelconque droit à indemnité en cas d'écart entre les quantités estimées et les quantités réellement commandées.

11.2 Variation des prix

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification du marché.

La révision est effectuée selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (I_{CHTrev-TS_n} / I_{CHTrev-TS_o})$$

Où ICHTrev-TS est l'indice du coût horaire du travail révisé-tous salaires, publié par l'INSEE.

L'indice de base (ICHTrev-TSo) est celui du mois de mars 2026 correspondant aux prix initiaux du marché.

La révision n'est ni automatique ni rétroactive. Elle s'applique uniquement aux prestations exécutées postérieurement à la date de révision.

En cas de disparition de l'indice, il sera remplacé par un indice de nature équivalente choisi par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Pièces justificatives au paiement

12.1.2 Contenu de la demande de paiement

Cet article complète l'article 11.3 du CCAG/FCS.

Les demandes de paiement sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception par l'acheteur.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG/FCS et aux dispositions réglementaires.

12.1.3 Calcul du montant du au titre des prestations fournies

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11.4 du CCAG/FCS.

12.1.4 Remise de la demande de paiement

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11.5 du CCAG/FCS.

12.1.5 Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

12.2 Facturation électronique

Cet article complète l'article 11.8 du CCAG/FCS.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG/FCS et aux dispositions réglementaires.

Elles doivent être envoyées à l'Université de Perpignan par voie dématérialisée via la plateforme nationale CHORUS PRO :

<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Ainsi, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent (ou peuvent sous conditions ci-avant) être effectués sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de difficultés d'ordre informatique, les demandes de paiement peuvent parvenir à l'adresse suivante par voie dématérialisée à :

service.facturier@univ-perp.fr

En cas d'erreur de facturation, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture. Les factures seront établies en euros.

Le mode de règlement choisi par l'université de Perpignan est le virement administratif ; il est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB. L'ordonnateur de la dépense est le président de l'université de Perpignan.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'université de Perpignan.

12.3 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans les conditions indiquées par les articles R.2192-10 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global maximum de paiement ne peut excéder **30 jours**.

Le point de départ du calcul du délai de paiement est la date de mise à disposition sur le compte CHORUS PRO de l'Université de Perpignan de la demande de paiement.

12.4 Mode de règlement

Les règlements de ce marché se feront par virements administratifs selon les règles de la comptabilité publique française.

12.5 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois. La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R2191-21 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées au dernier alinéa de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

ARTICLE 13 : PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1 Pénalités

Cet article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.
Abandon de poste	Par poste initialement occupé 50.00 € / jour de retard
Absence ou retard constaté d'un agent à compter de 30 minutes	20.00 € / jour de retard
Conduite verbale irrespectueuse envers le personnel de l'établissement ou du public reçu	Par manquement (inclus les insultes, le harcèlement...) 850.00 € (forfait)
Ivresse (agent sous l'emprise d'alcool ou de drogues)	Par agent 3 000.00 €
Non respect de la tenue de travail	Par agent 50.00 €
Ronde non exécutée ou partiellement exécutée (non cumulable avec le retard de l'agent)	Par nombre de ronde non exécutée 50.00 €
Violence physique à l'égard du personnel de l'établissement	Par agent (plus potentiels dommages versés à la victime) 3 000.00 €
Vol	Par agent 3 000.00 €

CHAPITRE 3 : EXECUTION

ARTICLE 14 : ORGANISATION DU DISPOSITIF DE SURVEILLANCE

Sauf mention contraire expresse dans le bon de commande, le nombre d'agents affectés à la mission est déterminé par le titulaire, sous sa responsabilité, afin de garantir l'atteinte des objectifs de sécurité définis au CCTP.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre un dispositif humain :

- suffisant et adapté aux caractéristiques du site,
- conforme aux exigences réglementaires applicables,

cohérent avec l'organisation présentée dans son offre

ARTICLE 15 : CONTINUITE ET REMPLACEMENT

Le titulaire garantit la continuité du service pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Toute absence d'agent, quelle qu'en soit la cause, doit être immédiatement compensée par un agent disposant de qualifications équivalentes, sans incidence financière pour l'acheteur.

ARTICLE 16 : ADAPTATION DU DISPOSITIF EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire adapte en permanence ses effectifs en fonction :

- Des contraintes horaires
- Du nombre de sites à surveiller
- De la simultanéité des prestations
- Des obligations de présence continue ou d'intervention
- Et de tout évènement susceptible d'affecter la sécurité des sites

Toute modification de l'organisation des effectifs relève de la responsabilité du titulaire et ne donne lieu à aucune rémunération supplémentaire, sauf ordre de service du pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS GARANTIE-MAINTENANCE

ARTICLE 17 : OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION

Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

CHAPITRE 5 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLE 18 : DEFINITIONS DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34 du CCAG/FCS.

ARTICLE 19 : REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34.2 du CCAG/FCS.

ARTICLE 20 : STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34.3 du CCAG/FCS.

ARTICLE 21 : REGIME DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 37 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 6 : RESILIATION

ARTICLE 22 : PRINCIPES GENERAUX

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 38 du CCAG/FCS.

ARTICLE 23 : RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 39 du CCAG/FCS.

ARTICLE 24 : RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Cet article complète l'article 40 du CCAG/FCS.

Lorsque dans les conditions de l'article 40 du CCAG/FCS, l'acheteur résilie le marché au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

ARTICLE 25 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 26 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 27 : DECOMPTE DE RESILIATION

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 43 du CCAG/FCS.

CHAPITRE 7 : DIFFERENDS

ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Cet article complète l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Le tribunal de grande instance de Montpellier est seul compétent pour les litiges relatifs au droit de la propriété intellectuelle.

CHAPITRE 8 : DIVERS

ARTICLE 29 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP qui dérogent	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
1.5	3.7.2
5.1	3.1

6	4.1
8.1	6.2
9	7.2
13.1	14.1.1